

DNS News n°139

Novembre 2009

Chers Amis,

L'actualité reste dominée par les récentes décisions de l'ICANN de donner son feu vert aux extensions en caractères non latins, et de geler provisoirement le processus de création de nouvelles extensions génériques. Sur fond de préoccupations croissantes en termes de cyber sécurité, la volonté d'implémenter DNSSEC s'affirme de plus en plus.

Dans ce contexte, la toute récente décision de Google de proposer des services DNS ne peut manquer d'être observée avec attention, d'autant plus que la société américaine reste assez floue sur l'utilisation qu'elle fera des précieuses données collectées.

- Google Public DNS

<http://code.google.com/intl/fr/speed/public-dns/>

- Google Launch of DNS Service and OpenDNS Reply

http://www.circleid.com/posts/20091203_google_launch_of_dns_service_and_opendns_reply/

L'ICANN de son côté s'intéresse vivement aux « wildcards », c'est-à-dire la possibilité pour un registre de faire en sorte que tous les noms « erronés » fonctionnent et pointent vers une page par défaut (3). Une astuce technique qui a fait la fortune de certains entrepreneurs ayant réussi à convaincre des registres de rentrer dans le jeu.

- Harms and Concerns Posed by NXDOMAIN Substitution (DNS Wildcard and Similar Technologies) at Registry Level

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-2-24nov09-en.htm>

On peut enfin signaler, parmi les liens à parcourir ce mois-ci, une statistique plutôt encourageante, indiquant que le rythme des UDRP va toujours décroissant (le mode de calcul, qui divise le nombre de noms de domaine enregistrés par le nombre d'UDRP, conduit à un ratio intéressant mais qui mériterait d'être un peu étudié).

- Rate of Domain Cybersquatting Hits All Time Low
<http://domainnamewire.com/2009/11/16/rate-of-domain-cybersquatting-hits-all-time-low/>

Je vous rappelle que les blogs et sites suivants valent toujours le détour :

- Celui de Cédric Manara, qui scrute l'actualité juridique :
<http://www.domaine.blogspot.com>
- Celui de Stéphane Bortzmeyer, pour l'actualité technique :
<http://www.bortzmeyer.org/>
- Celui de Rémy Sahuc, pour le « Second marché »
<http://www.blogomaines.com>
- et le site d'infos de David Goldstein, pour ceux qui veulent être informés des derniers événements en temps (presque) réel : <http://www.technewsreview.com.au>

En vous souhaitant une excellente lecture et d'excellentes vacances

Loïc Damilaville

Editeur de DNS News

<http://www.dns-news.fr>

DNS News est diffusée gratuitement depuis 1998. N'hésitez pas à en parler autour de vous ou à faire des liens vers son site !

Pour s'abonner, il suffit d'écrire à dnsnews-subscribe@yahoogroups.com

Téléchargez le Livre blanc sur la gestion des noms de domaine en versions francophone ou anglophone sur <http://www.dns-news.fr>

SOMMAIRE

Edito : FGI, DNSSEC, IDN, EOI : quatre acronymes qui font l'actualité

VIE DES EXTENSIONS

AFRICA, AR (Argentine), ASIA, AT (Autriche), AU (Australie), BANK, BIZ, BG (Bulgarie), CA (Canada), CM (Cameroun), ES (Espagne), EU (UE), FR (France), HT (Haïti), IC (Iles Canaries), IE (Irlande), INFO, IS (Islande), KG (Kirgizstan), KR (Corée du sud), MOBI, NL (Pays-bas), NO (Norvège), NZ (Nouvelle-Zélande), ORG, POST, PT (Portugal), SE (Suède), .PΦ (Fédération de Russie), SG (Singapour), TR (Turquie), UK (Royaume-Uni), ZA (Afrique du sud)

IL Y A DIX ANS

DNS News n°19 – novembre 1999 - La réunion ICANN de Los Angeles : débats et compromis

DNS News n°139 – Novembre 2009

Edito : FGI, DNSSEC, IDN, EOI : quatre acronymes qui font l'actualité

Rififi au FGI

La réunion du Forum pour la Gouvernance de l'Internet s'est tenu à Charm-el-Cheikh à la mi-novembre. Comme on pouvait s'y attendre, il y eut la classique manifestation contre la censure exercée par le régime chinois, vite réduite au silence (1). Quant à la voix de la Chine elle-même, qui menaçait de ne plus participer à ce FGI s'il restait une simple plate-forme de « conversations » sans pouvoir réel (2), il semblerait qu'elle n'ait pas non plus été très entendue. Car le FGI, pour dénué de pouvoir qu'il soit, est perçu comme une enceinte nécessaire par les gouvernements pour échanger entre égaux, dans un contexte qui ne soit pas celui de l'ICANN, sur des thématiques très variées où l'ICANN n'aurait d'ailleurs pas grand-chose à faire.

Le FGI a donc de bonnes chances d'être reconduit pour quelques années par l'AG de l'ONU en 2010, ce qui est en soit un résultat probant (3). Pour autant, les débats égyptiens n'ont apparemment pas apporté de grands progrès à la situation actuelle. Certains membres continuent avec persévérance à exiger des Etats-Unis qu'ils abandonnent leur contrôle sur la racine (4), ce que ceux-ci ne sont guère prêts à accepter. Et l'on a pu voir (5) se développer une offensive de l'UIT (Union Internationale des Telecom) en direction de la gestion des adresses IPv6, initiative accueillie avec fraîcheur par le CEO de l'ICANN, Rod Beckstrom, qui se trouva piégé dans la situation paradoxale de défendre un mode d'organisation que l'ICANN verrait elle-même volontiers évoluer - pourvu que ce soit à son profit.

Les témoins affirment (6) que Rod Beckstrom n'y alla pas par quatre chemins, allant jusqu'à crier sur l'orateur avançant les pions de l'UIT. Les analyses n'ont pas manqué de fleurir pour décrire l'incident et en faire l'exégèse, rappelant l'héritage du SMSI – organisé sur l'initiative de l'UIT pour introduire un pseudopode dans la gouvernance de l'internet. L'opération, qui vit la création du FGI, ne fut pas un grand succès du point de vue de l'UIT puisque l'ICANN est toujours là quatre ans plus tard. Mais après avoir donné les apparences d'une certaine réconciliation, ICANN et UIT semblent être de nouveau parties sur le sentier de la guerre. Comment interpréter l'attitude du CEO de l'ICANN ? A-t-il eu le sentiment qu'un « Yalta » avait été transgressé par l'UIT lorsque celle-ci parla de se mêler de la gestion des adresses IPv6 ? Ou exprimait-il, sur un mode assurément peu approprié à l'enceinte du FGI, le sentiment de rejet violent éprouvé par le monde de l'internet à l'égard de l'organisation onusienne (7) ? La tonalité a en tout cas changé, l'heure n'étant apparemment plus aux échanges feutrés.

Le DNS et la « cyber warfare »

Forte d'avoir signé avec le gouvernement américain un accord qu'elle ne paraît pas pressée de mettre en oeuvre – on attend toujours les modalités de création, et la création elle-même, des « review committees » prévus – l'ICANN n'est certes pas d'humeur à sourire aux censeurs chinois. Les articles évoquant la guerre de moins en moins larvée menée par la Chine contre les Etats-unis dans le cyber-espace se font de plus en plus nombreux (8) et les experts se demandent pour quelles raisons le président Obama n'a pas encore nommé auprès de lui un « tsar » de la cyber-sécurité (9). C'est dans ce contexte où les responsables américains peuvent ressentir un sentiment de menace et d'urgence que progresse l'implémentation de DNSSEC, Verisign ayant officiellement annoncé le 18 novembre (10) qu'elle allait « signer » les .COM et .NET d'ici le premier trimestre 2011.

L'adoption de DNSSEC, qui était caressée par maints experts depuis des années, est à présent devenue une forte priorité pour de nombreux registres. Certains s'y lancent à fond, affichant l'ouverture de « testbeds » qui leur permettront d'acquérir l'expérience à chaud, d'autres y réfléchissent et se demandent comment embrayer ensuite au niveau des opérateurs de serveurs DNS ; d'autres acteurs enfin, comme l'ENISA (agence de sécurité européenne), s'efforcent de calculer ce que cela coûtera (11)... et les chiffres sont éloquents. Passage obligé pour le DNS dans les prochaines années, surtout au vu des progrès des capacités des machines, qui peuvent rendre un jour vulnérable le « patch » imaginé par Dan Kaminski, DNSSEC ne couvre cependant pas tous les risques.

Une partie de ceux-ci semble fortement liée aux écarts existant aujourd'hui d'une part entre la complexité technique du DNS et le nombre relativement faible de vrais experts sur le sujet, et d'autre part entre les enjeux considérables liés au bon fonctionnement de ce même DNS et la négligence relative, au niveau mondial, révélé par certaines études. Qu'on en juge : 25% des serveurs DNS dans le monde n'ont pas été reconfigurés depuis que la faille Kaminski a été dévoilée en août 2008 ; et 23% des serveurs étudiés par le registre suédois dans son étude annuelle sur la « santé du DNS » en Suède présentaient des erreurs graves. Face à cette « forteresse » dont une porte sur quatre est ouverte, les attaquants potentiels ne manquent pas, et sans avoir d'ailleurs besoin de recourir aux techniques les plus subtiles : les attaques par déni de service font plus que jamais partie de l'arsenal standard (12).

Les extensions IDN suscitent autant d'enthousiasme que de réserves

La scène dut être magnifique : le président du GAC, les bras levés, faisant face à la salle émue par ce moment historique après le vote du Board autorisant la création des extensions en caractères non latins (13). Et pourtant, maints observateurs se demandaient déjà pourquoi avoir donné le feu vert à ces extensions quand elles peuvent rencontrer, ou poser, des problèmes identiques à ceux qui ont justifié le report *sine die* de l'ouverture de nouvelles extensions génériques. Il est clair que l'ICANN a cédé d'un côté aux pressions des gouvernements, tout en résistant de l'autre à celles des acteurs privés œuvrant à la création de nouveaux marchés. Les textes officiels (14) ne s'attardent pas à ces considérations, se félicitant de l'émergence, grâce à ce processus, d'un internet « global » ou « international » - « localisé », corrigent avec quelque raison ceux qui ne se laissent pas prendre aux sirènes de la rhétorique de l'ICANN.

La « *lingua franca* » du DNS que furent les noms de domaine en caractères exclusivement ASCII a en effet vécu, sur le papier tout au moins. Déjà les premiers candidats se bousculent, la Chine, la Russie et l'Égypte (15) qui ne pouvait pas faire moins puisque le coup d'envoi de la réception des dossiers fut donné en pleine réunion de Charm-el-Cheikh. D'autres sont venus enrichir la liste (Bulgarie, Tunisie) et d'autres encore y songent très fortement, comme les Indiens qui préparent la création d'un « .BHARAT » écrit en caractères devnagari (16).

Si certains font remarquer que des applications ne sont pas prêtes à supporter les IDN (17) ou que ces nouvelles extensions pourraient permettre le développement d'attaques de type phishing (18), les domainers fourbissent leurs armes à l'approche de ces opportunités convoitées de longue date. On voit ainsi apparaître des argumentaires alignant les raisons de ne pas s'intéresser aux IDN et les contre-arguments apportés par l'auteur (19), mais aussi les paroles de « gourous » ayant déjà lourdement investi dans les IDN et expliquant en substance : « Vous pouvez être excusé de ne pas avoir fait un malheur la première fois [avec les .COM etc.], mais vous n'aurez plus d'excuse cette fois-ci. C'est la seconde vague. Il n'y en aura pas de troisième. ».

L'Expression of Interest, un bon moyen pour y voir plus clair

Et pourtant, la troisième vague, bien que n'étant pas en caractères exotiques du point de vue occidental, est bien en préparation au sein de groupes faisant pression sur l'ICANN pour que soit lancée une « Expression of Interest » en partie destinée à obliger tous les porteurs de projets « sérieux » à sortir du bois. C'est un aspect important car l'une des grandes incertitudes aujourd'hui demeure le volume de candidatures qui devront être traitées par l'ICANN. Celle-ci s'est apparemment préparée pour un chiffre d'environ 400, mais ne répond plus de rien au-delà. Or personne ne sait à l'heure actuelle s'il n'y aura pas 4000 dossiers à l'arrivée.

L'autre objectif de cette « EOI » est d'y voir plus clair sur les dossiers eux-mêmes, ce qui permettrait peut-être de définir des stratégies d'introduction, par « catégories » par exemple. Un troisième objectif pourrait être enfin, pour les prestataires de solutions, de « verrouiller » les porteurs de projets potentiels en les faisant verser une forte somme, plus ou moins remboursable (la chose n'est pas encore claire). De cette manière, les « prospects » deviendraient enfin des clients, associés à leurs prestataires pour la réussite du processus, au lieu de voir leur enthousiasme vaciller périodiquement du fait des atermoiements de l'ICANN.

L'idée est certainement bonne, et l'ICANN a jugé utile de lancer une consultation à ce sujet (21). Les contributions ont été nombreuses, malheureusement pas encore publiées par l'ICANN. Ainsi de celle de Michael Palage, qui exhorte à la prudence (22), soulignant que certaines conditions posées (notamment les coûts et le caractère obligatoire pour les porteurs de projets voulant participer au premier round) pourraient transformer cette « expression d'intérêt » en pré-premier round. Ce qui semble être assez dans l'idée des promoteurs de l'EOI...

On peut aussi noter que les réflexions vont bon train quant aux modèles économiques et aux conditions de succès des futures extensions. Certains s'appuient sur les exemples d'extensions créées depuis l'an 2000 pour mettre en garde les porteurs de projets contre des prévisions trop optimistes (23). D'autres ont une approche « *domaining* » et définissent en creux le portrait-robot de la « bonne » extension, en listant les signaux d'alarmes qui devraient tenir tout domainier à distance (24). On peut remarquer que l'un de ces critères est le fait que le registre casse les prix, qu'un autre établit un lien entre les prix vertigineux de certaines enchères et l'engouement – ou non – des

« vrais » utilisateurs, et qu'un dernier insiste sur le fait que GoDaddy référence l'extension. Ce critère est essentiel dans le modèle économique des futures extensions. Toutes celles qui ne viseront pas une communauté ou une cible très précises devront s'assurer que les grands registrars les référencent ; or ces registrars n'auront certainement pas la possibilité de référencer en « tête de gondole » plusieurs dizaines ou centaines de nouvelles extensions. On peut déduire de ce constat que les registrars vont avoir un poids énorme sur les futurs projets au moment de leur lancement, et que le rapport de forces va s'inverser de manière drastique. On peut aussi penser que certains registrars vont devoir faire des choix et se spécialiseront, proposant certaines « gammes » d'extensions et s'abstenant de référencer les autres. La prise de risque ne sera pas uniquement du côté des porteurs de projets, dans un schéma où la demande n'affluera plus aussi spontanément que dans les dix dernières années.

- (1) Muzzled by the United Nations
http://www.circleid.com/posts/20091118_muzzled_by_the_united_nations/
- (2) China Isn't Happy With the IGF
http://www.circleid.com/posts/20091119_china_isnt_happy_with_the_igf/
- (3) One (Almost) Happy Multi-stakeholder Family At The Annual Internet Governance Forum
<http://www.ip-watch.org/weblog/2009/11/24/one-almost-happy-multi-stakeholder-family-at-the-annual-internet-governance-forum/>
- (4) IGF attendees: America, surrender the root zone file!
<http://arstechnica.com/tech-policy/news/2009/11/igf-2009-america-surrender-the-root-zone-file.ars>
- (5) The ITU and IPv6 Transition: Controversy at the IGF
http://www.circleid.com/posts/20091116_itu_and_ipv6_transition_controversy_at_the_igf/
- (6) The IGF and the Internet Society-ITU rivalry
<http://blog.internetgovernance.org/blog/archives/2009/11/20/4385849.html>
- (7) IGF 2009: Dull speeches and bad wine
<http://kierenmccarthy.com/2009/11/15/igf-2009-dull-speeches-and-bad-wine/>
[Cet article d'un ancien responsable de l'ICANN est révélateur d'un certain mépris qu'ont certains Anglo-saxons à l'égard non seulement de l'ONU et de ses modes de fonctionnement, mais aussi des autres Nations...]
- (8) Cyber War Threat
<http://www.mailprotector.net/blog/2009/11/email-security/cyber-war-threat/915>
- (9) The Role of a Cybersecurity Czar
http://www.circleid.com/posts/20091104_the_role_of_a_cybersecurity_czar/
- (10) VeriSign: Major internet security update by 2011
<http://news.zdnet.co.uk/security/0,1000000189,39877966,00.htm>
- (11) Study on the Costs of DNSSEC Deployment
<http://www.enisa.europa.eu/act/res/technologies/tech/dnsseccosts>
- (12) DNS problem linked to DDoS attacks gets worse
http://www.computerworld.com/s/article/9140839/DNS_problem_linked_to_DDoS_attacks_gets_worse
- (13) gTLDs: Why Are Your Overarching Issues Not Relevant In IDN ccTLDs?
http://www.circleid.com/posts/gtlds_why_are_your_overarching_issues_not_relevant_in_idn_cctlds/
- (14) IDN ccTLD Fast Track Process Launch
<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-16nov09-en.htm>
- (15) Egypt, China First In Line for Internationalised Top Level Domains
<http://www.domainnews.com/en/egypt-china-first-in-line-for-internationalised-top-level-domains.html>
- (16) Net turns truly Indian as .bharat goes online from 2010
<http://economictimes.indiatimes.com/infotech/internet/Net-turns-truly-Indian-as-bharat-goes-online-from-2010/articleshow/5221291.cms>
- (17) IDN and Email: The Harsh Reality
http://www.circleid.com/posts/20091120_idn_and_email_the_harsh_reality/
- (18) Globalized domains to up phishing attacks
<http://www.zdnetasia.com/news/security/0,39044215,62059758,00.htm>
- (19) Top 5 Reasons Not to Buy IDNs
<http://idnblog.com/2009/11/27/top-5-reasons-not-to-buy-idns/>
- (20) Dave Wrixon: Interview with a Domain Legend
<http://idnblog.com/2009/11/14/dave-wrixon-exclusive-idnblog/>
- (21) Expressions of Interest in new gTLDs: ICANN seeks input and advice
<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-11nov09-en.htm>
- (22) New gTLD Expressions of Interest: Proceed with Caution
<http://www.pff.org/news/news/2009/111809-new-gTLD-expressions-of-interest-proceed-with-caution.html>

(23) Analyzing .Asia and .Tel Domains: What does it mean for new TLDs?

<http://domainnamewire.com/2009/11/06/analyzing-asia-and-tel-domains-what-does-it-mean-for-new-tlds/>

(24) Five Warning Signs a Top Level Domain is Doomed

<http://domainnamewire.com/2009/11/18/five-warning-signs-a-top-level-domain-is-doomed/>

Vie des extensions

AFRICA: le projet du .AFRICA prend corps (1), une récente réunion tenue au niveau ministériel sous les auspices de l'Union africaine ayant débouché sur des résultats positifs. Avec raison, le directeur général du .ZA – la plus grosse extension africaine – souligne qu'après le .EU et le .ASIA, le .AFRICA a toute sa place dans le cortège des extensions « continentales ».

(1) Africa may soon get its own top-level Internet domain

<http://www.techcentral.co.za/africa-may-soon-get-its-own-internet-domain/11121/>

AR (Argentine): le .AR s'est doté de nouvelles règles, publiées le 30 novembre au Bulletin officiel de la République d'Argentine (1).

(1) REGISTRACION DE NOMBRES DE DOMINIO EN INTERNET

<http://www.infoleg.gov.ar/infolegInternet/anexos/160000-164999/160861/norma.htm>

ASIA : DotAsia a annoncé le 18 novembre qu'il allait ouvrir les enregistrements en IDN sous .ASIA dès le second semestre 2010 (1). Les règles seront définitivement arrêtées en mars 2010, après une période de consultation qui commencera en décembre. Le taux de pénétration de l'Internet dans la zone Asie ne serait que de 18,5% de la population, ce qui représente 700 millions d'utilisateurs.

(1) DotAsia to Launch Internationalized Domain Names (IDN) in 2010

<http://www.asia/pressreleases/DotAsia-PR-IDN-Launch-2009-11-18.pdf>

AT (Autriche): le NIC.AT fête ce mois-ci son 900 000^e nom de domaine en .AT (1), soulignant que le taux de croissance de l'extension a été de 10% en moyenne sur les 10 dernières années et que cette tendance n'est pas prête de prendre fin.

(1) 900,000 .at-domains registered!

http://www.nic.at/en/uebernic/current_issues/nicat_news/news_view/article/81/900000ste-at-domain-registriert/

AU (Australie) : AUDA caresserait l'idée de proposer des IDN sous .AU (1), suite à la décision de l'ICANN d'autoriser l'ouverture de nouvelles extensions en IDN.

(1) au domain names in other languages a possibility: AUDA

<http://www.thestandard.com/news/2009/11/02/au-domain-names-other-languages-possibility-auda>

BANK: le ou les projets de .BANK auraient-ils du plomb dans l'aile? Un organisme gouvernemental canadien s'appuie sur les lois locales pour expliquer à l'ICANN, dans une lettre récemment envoyée à son CEO, que seules les structures placées sous son autorité ont le droit d'utiliser le terme « banque » au Canada. L'organisme s'engage, si un tel .BANK était créé malgré tout, à s'employer à le décrédibiliser aux yeux des utilisateurs canadiens.

(1) Canadian Input About .Bank Shows Complications of International Internet

<http://domainnamewire.com/2009/11/17/canadian-input-about-bank-shows-complications-of-international-internet/>

BIZ: un article cherche à faire le point sur les différents arguments alignés par les partisans et les adversaires des nouvelles extensions pour justifier leurs points de vue respectifs. Renvoyant dos à dos les uns et les autres, l'auteur remarque que s'il n'y a pas de méthode absolue pour juger du succès d'une extension, il en existe de nombreuses qui reposent sur des postulats erronés. En tout état de cause, il est factuel de constater que les arguments mis en avant pour justifier la création du .BIZ se sont avérés faux, la nouvelle extension n'ayant pas réussi à tenir ses promesses face au .COM. Faut-il pour autant se fonder sur cet échec pour condamner tous les autres projets ? Mieux vaudrait, sur l'expérience du .BIZ notamment, se convaincre qu'il y aura, parmi les futures extensions, un certain nombre de beaux succès et un nombre plus grand encore d'échecs. C'est la règle du jeu...

(1) Dot-Biz Saga

http://www.circleid.com/posts/dot_biz_saga/

BG (Bulgarie) : le registre du .BG a lancé une opération visant à impliquer les utilisateurs – bulgares et étrangers – dans la création de l’extension cyrillique .БГ. Il est possible de participer à un sondage et d’envoyer son soutien au projet d’extension en se rendant sur une page dédiée du site du registre (1).

(1) България - .БГ.

https://www.register.bg/user/open_poll.pl?poll_id=2&key=88dcb04a43d1a7d4727875781b73b298&lang=en

CA (Canada): CIRA signale (1) la promulgation d’une nouvelle loi canadienne, qui réprime le vol d’identité. A bon entendeur...

(1) Une nouvelle loi sévère ciblant le vol d’identité

<http://www.cira.ca/announce-fr-new-law/>

CM (Cameroun): le feuilleton du .CM continue (1), avec cette fois une perte massive de données qui a contraint le registre à demander aux registrars de lui renvoyer toutes leurs données comptables ainsi que les détails concernant les noms en .CM déposés par leurs soins.

(1) More Problems for .CM Domain as Registry Loses Files

<http://domainnamewire.com/2009/11/19/more-problems-for-cm-domain-as-registry-loses-files/>

ES (Espagne) : l’adhésion du registre espagnol au LACTLD, qui à l’instar du CENTR en Europe regroupe les registres actifs dans la région Amérique latine et Caraïbes, a été acceptée le 18 novembre par le Conseil directeur de l’organisation (1). Cette décision peut contribuer à faire à terme du LACTLD une fédération des registres hispanophones.

(1) ccTLD .es se incorpora como afiliado a LACTLD

<http://www.latinoamericann.org/?q=node/2014>

EU (UE) : pour mémoire, les noms IDN en .EU seront enregistrables à compter du 10 décembre sans sunrise particulière pour les détenteurs de marques ni pour les titulaires de noms en .EU pouvant comporter des accents (par exemple) dans leur version IDN. Le registre prépare déjà activement l’étape suivante (1) en indiquant qu’il a lancé un « testbed » DNSSEC pour ses bureaux d’enregistrement.

(1) eu plans to support DNSSEC

<http://www.eurid.eu/en/content/eu-plans-support-dnssec>

FR (France): l’AFNIC a publié le 24 novembre son Observatoire 2009 du marché des noms de domaine en France, réalisé en étroite collaboration avec Patrick Maignon, enseignant-chercheur à l’Institut Telecom (1). Ce troisième opus met notamment en exergue la bonne santé du .FR dans un contexte général porté à la morosité, tant du point de vue des créations et des renouvellements que du second marché, où le prix moyen des .FR a été le plus élevé en 2008/2009. Le 13 novembre dernier, le Conseil d’administration de l’AFNIC a approuvé (2) l’ouverture du .FR aux Français de l’étranger, qui aura probablement lieu au 1^{er} semestre 2010. L’AFNIC s’est par ailleurs félicitée d’avoir été sélectionnée, au sein du consortium Proxi-Produit, dans le cadre de l’appel à projets Proxima Mobile initié par la Délégation aux Usages de l’Internet (3).

(1) L’AFNIC publie l’édition 2009 de son Observatoire du marché des noms de domaine en France

<http://www.afnic.fr/actu/nouvelles/234/l-afnic-publie-l-edition-2009-de-son-observatoire-du-marche-des-noms-de-domaine-en-france>

(2) Le conseil d’administration de l’AFNIC approuve les modalités d’ouverture du .fr aux français résidents à l’étranger

<http://www.afnic.fr/actu/nouvelles/235/le-conseil-d-administration-de-l-afnic-approuve-les-modalites-d-ouverture-du-fr-aux-francais-residents-a-l-etranger>

(3) Le consortium Proxi-Produit sélectionné pour l’appel à projet Proxima Mobile

<http://www.afnic.fr/actu/nouvelles/232/le-consortium-proxi-produit-selectionne-pour-l-appel-a-projet-proxima-mobile>

HT (Haïti) : le registre haïtien a adhéré au LACTLD (1).

(1) ht y .pt: nuevos miembros de LACTLD

<http://www.latinoamericann.org/?q=node/2013>

IC (Iles Canaries): le gouvernement des Iles Canaries serait tenté d’obtenir la délégation de son code pays, le .IC, en vue de promouvoir son pays (1). Il apparaît néanmoins que ce code a un statut bien particulier aux yeux de l’ISO, et comme l’IANA gérée par l’ICANN ne créera pas l’extension .IC tant que son statut ISO n’aura pas changé, il y a fort à parier que ce projet prendra quelques années...

(1) .IC ccTLD Sought by Canary Islands

<http://www.domainnews.com/en/ic-ctld-sought-by-canary-islands.html>

IE (Irlande): une récente étude de la société McAfee (1) conclut que le .IE est l'extension "la plus sûre au monde », c'est-à-dire que les sites web présents sous .IE sont ceux qui contiennent le moins de virus, malwares et autres joyeusetés de ce genre. A l'opposé du spectre, le .CM (Cameroun) a détrôné Hong-kong (HK) à la place peu enviable d'extension la plus dangereuse, ce qui peut susciter quelques interrogations quant à la méthodologie employée car le .CM n'est pas des plus ouverts actuellement. Une explication de ce résultat pourrait être que les « pirates » se sont particulièrement portés sur cette variante du .CM, en espérant infecter les internautes ayant fait une erreur en voulant accéder à un site en .COM.

(1) McAfee, Inc. Reveals the Riskiest Web Domains to Surf and Search

http://newsroom.mcafee.com/article_display.cfm?article_id=3600

INFO: deux brèves (1, 2) font état de tensions autour d'une décision prise par Afiliat, registre du INFO, sur certains noms de domaine génériques pouvant s'avérer être particulièrement précieux. Un procès aurait été intenté contre le registre.

(1) 30 Oct 09 - Afiliat deactivating .info domains

<http://www.icannwatch.org/articles/09/11/20/2026225.shtml>

(2) .INFO to Allocate Names to Those Who Enhance its Brand

<http://www.icannwatch.org/articles/09/11/06/2122242.shtml>

IS (Islande): le .IS connaît toujours une forte croissance (1), avec un magnifique +34% sur les 12 derniers mois, soit 4 fois la moyenne mondiale. Il y a 27 000 .IS déposés à ce jour.

(1) Good news for .IS domains

<http://www.isnic.is/>

KG (Kirgizstan): George Sadowski, membre du board de l'ICANN, pose une foule d'intéressantes problématiques dans l'une de ses récentes interventions (1). La première est de poser la question – épineuse – de la légitimité d'un gouvernement face à sa propre société civile, puisque dans le cas qui nous occupe la reprise en main de l'extension nationale par l'INPI local suscite une opposition notable dans le cercle des intéressés. Si cette distinction entre société civile et gouvernement est de bon ton dans les pays où les gouvernements ne sont pas démocratiques, elle peut devenir complexe à gérer dans des pays démocratiques où il est entendu que le gouvernement est l'émanation de la Nation, donc théoriquement, d'une large partie de la société civile... La seconde question posée est le fait qu'un membre du board de l'ICANN, qui sera directement appelé à voter sur ce sujet, soit en mesure de s'exprimer « à titre personnel » alors que son opinion n'a d'intérêt que parce qu'il est membre du board de l'ICANN (*). Une troisième est naturellement la capacité donnée ou non à l'ICANN de s'ingérer dans les affaires intérieures d'un pays quelconque, et la légitimité d'un citoyen d'un pays X face aux décisions d'un gouvernement Y. Nul doute que s'il existait un directeur kirgiz à l'ICANN, son opinion sur la gestion du .US serait accueillie avec quelque fraîcheur...

(1) ICANN may not consider Kyrgyz government's request for KG domain zone administration

<http://eng.24.kg/community/2009/11/18/9717.html>

(*) Ce membre du Board semble d'ailleurs méconnaître les Principes du GAC, adoptés par l'ICANN, qui stipulent qu'un gouvernement a toute autorité sur son extension nationale.

KR (Corée du sud): la Corée du sud a décidé de réorganiser sa gouvernance internet en créant une nouvelle structure, sous forme de forum, qui sera en charge de superviser la gestion des ressources internet. Ce forum comprendra des universitaires, des représentants du gouvernement et des représentants de l'industrie.

(1) Seoul to set up new body for internet address policies

http://www.koreaherald.co.kr/NEWKHSITE/data/html_dir/2009/11/09/200911090052.asp

MOBI: les statistiques publiées par l'ICANN, en provenance du registre du .MOBI, montrent que l'extension est durement frappée par la crise, ayant perdu 10% de son volume en un an (de juillet 2008 à juillet 2009) contre une croissance moyenne de 8% au niveau mondial. Ce différentiel de 18 points est-il lié à une faiblesse intrinsèque de l'extension ou à l'effet de l'arrivée à échéance de noms déposés dans l'enthousiasme des premiers temps et ensuite non exploités ? Il existe une relation étroite entre le taux d'utilisation et le taux de renouvellement. On note aussi l'adhésion de DotMOBI à l'organisation LACTLD.

(1) Mobi Domain Registration Base Down 10% Over Year

<http://domainnamewire.com/2009/11/06/mobi-domain-registration-base-down-10-over-year/>

(2) dotMobi Is Now a Member of The LACTLD

http://www.circleid.com/posts/20091119_dotmobi_is_now_a_member_of_the_lactld/

NL (Pays-bas): le SIDN a annoncé son intention (1) de mettre en oeuvre plusieurs mesures adoptées suite au "Domain Name Debate" de 2008. Les modifications porteront notamment :

- sur le WHOIS, avec une restriction des données diffusées sur les titulaires à compter du 12 janvier 2010 ;
- sur les enregistrements, les .NL pouvant être déposés, à compter du 17 février 2010, en statut « inactif », dons sans être installés sur des serveurs DNS ;
- sur l'allègement des contrôles devant être menés par les bureaux d'enregistrement en matière d'identification des titulaires
- sur la possibilité offerte aux titulaires étrangers de se domicilier chez SIDN pour posséder une adresse aux Pays-bas.

(1) SIDN implements conclusions of 2008 Domain Name Debate

http://www.sidn.nl/ace.php/c.728,6199,...,SIDN_implements_conclusions_of_2008_Domain_Name_Debate.html

NO (Norvège): le registre norvégien a décidé de se battre (1) pour protéger les noms de pays et de territoires, dans le commentaire qu'il a adressé à l'ICANN au sujet de la v3 du « Draft Applicant GuideBook ». Ce commentaire paraît très complet sur le sujet épineux des projets d'extensions pouvant correspondre à des pays ou territoires.

(1) Norid and Norwegian authorities fight to protect country and territory names in new TLDs

<http://www.norid.no/internasjonal/icann/horingssvar-gtld-200911.pdf>

NZ (Nouvelle-Zélande) : intéressante brève (1) indiquant que les utilisateurs néo-zélandais, à l'instar des utilisateurs français, continuent de privilégier les adresses internet dépendant de leur fournisseur d'accès plutôt que de les personnaliser en déposant leurs propres noms de domaine. L'évangélisation, comme ailleurs, est au programme...

(1) Kiwis urged to take ownership of domain

<http://www.stuff.co.nz/auckland/northland/local-news/northern-news/3070098/>

ORG: réflexions (1) autour du trafic apporté à un site en .COM par des sites homonymes existant sous d'autres extensions, notamment le .ORG. La question mérite d'être étudiée, car elle est au coeur des stratégies de nommage mais souvent sous l'angle inverse : à quoi bon déposer le .ORG si le .COM est déjà pris ? Ici, la thèse est que l'existence de ces sites tiers renforcerait la valeur du .COM en lui apportant du trafic spontané.

(1) The .Org Traffic Spillover Effect Boosts .Com Domains

<http://domainnamewire.com/2009/11/03/the-org-traffic-spillover-effect-boosts-com-domains/>

POST: le contrat entre l'ICANN et le registre du .POST a été rendu public le 2 novembre dernier (1), pour la traditionnelle période d'appel à commentaires.

(1) .POST Sponsorship Agreement Posted for Public Comment

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-02nov09-en.htm>

PT (Portugal): le registre portugais a rejoint le LACTLD en novembre (1). Une adhésion saluée avec chaleur par le registre brésilien, qui souligne combien les liens entre les deux pays restent forts.

(1) FCCN - DNS.PT joined as an "Affiliate" to LacTLD - Latin American and Caribbean, ccTLDs

[https://online.dns.pt/dns_2008/do?com=DS:376936351;111;+PAGE\(4000002\)+K-NOTICIA\(1015\)+K-CAT-CODIGO\(LNH\)+RCNT\(1\);](https://online.dns.pt/dns_2008/do?com=DS:376936351;111;+PAGE(4000002)+K-NOTICIA(1015)+K-CAT-CODIGO(LNH)+RCNT(1);)

SE (Suède): le registre du .SE a publié son étude annuelle sur la "santé" de son extension (1). 23% des noms de domaine testés présentaient des erreurs de configuration grave, et 34% des erreurs méritant d'être corrigées, soit une légère amélioration par rapport à 2008. Un résultat qui déçoit quelque peu IIS.SE, lequel s'attendait à mieux après les campagnes de mobilisation pour « patcher » les serveurs DNS contre la faille Kaminski et d'autres alertes. Cette « négligence » dans la gestion de leurs serveurs touche tous les acteurs observés, les FAI et les universités s'en sortant le plus honorablement (respectivement 13% et 15% de noms en alerte) et les grands groupes (30%) et les banques (29%) obtenant les pires résultats.

L'étude de IIS.SE couvre aussi les aspects liés à la sécurité. Sont ainsi passés en revue la localisation des serveurs et leur répartition sur plusieurs réseaux d'opérateurs, l'emplacement des serveurs de messagerie à l'étranger, qui augmente les risques d'espionnage économique, la vulnérabilité à la faille Kaminski (23%) et l'implémentation de DNSSEC (3%). Il y a encore beaucoup à faire sur le sujet, et pas seulement en Suède.

(1) Slight positive trend in .se health-check

<http://www.iis.se/en/2009/11/03/svagt-positiv-trend-for-halsolaget-i-se/>

.PΦ (Fédération de Russie) : la sunrise pour le .PΦ a commencé (1, 2) sans tambours ni trompettes à peine 9 jours après le début des soumissions à l'ICANN des projets de nouvelles extensions. A ce stade, on peut soit en conclure que le registre était prêt depuis des mois, soit que cette opération est une manière de mettre la pression sur l'ICANN tout en rendant plus compliquée toute tentative de retour en arrière. Cette sunrise, qui va durer jusqu'au 25 mars, n'est cependant accessible qu'aux titulaires de marques déposées en Russie avant le 25 mars 2009. En cas de demandes portant sur une même marque, le titulaire de la marque la plus ancienne obtiendra le nom de domaine correspondant.

(1) .PΦ Domains Sunrise Registration Launched

http://www.nic.ru/news/en/2009/start_prior_rf.html

(2) Changes in .PΦ Domains Sunrise Registration Procedure

http://www.nic.ru/news/en/2009/ch-prior_rf.html

SG (Singapour): SGNIC a annoncé son intention de lancer les noms de domaine en IDN sous .SG (1). Jusqu'au 31 décembre dure la sunrise pour les institutions gouvernementales ; ensuite aura lieu, du 7 janvier au 24 mars, la sunrise destinée aux détenteurs de marques ; une « landrush period » se tiendra simultanément, avec des tarifs élevés. L'ouverture globale est prévue pour le 10 juin. Le SGNIC a par ailleurs « formalisé » ses relations avec l'ICANN (2).

(1) Launch of Chinese Domain Names

<http://www.nic.net.sg/newsroom/20091103142057.html>

(2) ICANN Formalizes Relationship with ccTLD Manager for Singapore (.SG)

<http://www.icann.org/en/announcements/announcement-03nov09-en.htm>

TR (Turquie): le registre turc communique sur les performances de trois sous-extensions créées en novembre 2008: il y aurait ainsi à ce jour entre 3 et 4000 noms déposés en BIZ.TR, INFO.TR et TV.TR. Combien de défensifs parmi eux... ?

(1) Performances des BIZ.TR, INFO.TR et TV.TR

https://www.nic.tr/index.php?lang=TR_LANG

UK (Royaume-Uni) : dans son « Board communiqué » d'octobre (1), Nominet diffuse quelques statistiques intéressantes comme par exemple son taux de renouvellement moyen sur 12 mois, qui se situe à hauteur de 68%, et son taux de croissance, à 10% soit légèrement supérieur à la moyenne mondiale (8%), ce qui est une performance pour une extension de cette taille. Le .UK a en effet fêté le dépôt de son 8 millionième nom de domaine en novembre (2), dans un contexte troublé par un projet de loi britannique particulièrement contesté (3). Entre autres choses, ce « Digital Economy Bill » pourrait permettre au gouvernement de prendre le contrôle des registres d'extensions installés sur le sol britannique (4), une mesure qui vise bien sûr Nominet au premier chef, mais qui ne laisse pas d'inquiéter d'autres acteurs comme TELNIC. La réponse de Nominet à ce projet est assez prudente, comme on pouvait s'y attendre : rappelant que le registre a travaillé depuis de longues années avec les pouvoirs publics, elle souligne que les « reserve powers » prévus dans cette loi ont fort peu de chances de devoir être appliqués et que Nominet restera gouvernée par les principes de la « self-regulation ».

Nominet a aussi publié son Domain Name Industry Report 2009, toujours très riche en informations (6) avec un focus sur le marché britannique qui vient utilement compléter la Verisign Industry Brief et l'Observatoire du marché des noms de domaine publié par l'AFNIC.

(1) October Board communiqué

http://www.nominet.org.uk/digitalAssets/38292_October2009_board_communique.pdf

(2) uk reaches 8 million

<http://www.nominet.org.uk/news/latest/?contentId=6885>

(3) Opposition Mounts in Europe to Three-Strikes Proposals

http://www.circleid.com/posts/20091124_opposition_mounts_in_europe_to_three_strikes_proposals/

(4) UK Digital Economy Bill proposes to take control of domain registries

<http://www.domainnews.com/en/uk-digital-economy-bill-proposes-to-take-control-of-domain-registries.html>

(5) Nominet response to the Digital Economy Bill

<http://www.nominet.org.uk/news/latest/?contentId=6811>

(6) Nominet's Domain name Industry Report

http://www.nominet.org.uk/digitalAssets/38597_domain_name_industry_report2009.pdf

ZA (Afrique du sud) : la « Domain Name Authority » sud-africaine a repeigné le dispositif contractuel (1) entre elle-même, les registres opérant les extensions sud-africaines et les bureaux d'enregistrement. Le directeur général de cette même ZA DNA est monté au créneau ce mois-ci pour dénoncer un « colonialisme sur le web » qui serait à l'origine du faible nombre de domaines enregistrés dans les extensions africaines en regard des COM, NET et ORG. S'il est clair que l'acquisition de ces extensions génériques représente un manque à gagner pour

les économies locales, celles-ci restent souvent plus faciles à enregistrer – et moins chères - que les extensions nationales.

(1) .ZA Licensing regulations released

<http://www.zadna.org.za/licensing.html>

(2) Africa suffers 'web colonialism'

http://www.news24.com/Content/SciTech/News/1132/e7c02ccaf3084b09b5a804410c46a428/29-10-2009-02-17/Africa_suffers_web_colonialism

IL Y A DIX ANS

DNS News n°19 – novembre 1999

La réunion ICANN de Los Angeles : débats et compromis

La grande nouvelle espérée en novembre était une prise de position minimale de l'ICANN sur la question de la création de nouvelles extensions génériques, recommandée par le Groupe de travail C de la DNSO (Domain Name Supporting Organization) (cf. DNS News d'octobre 1999). Avec une sage lenteur, les décideurs ont ouvert un débat public sur la question qui sera officiellement clos le 10 janvier 2000.

Toujours en ce qui concerne l'ICANN et la réunion de Los Angeles des 4 et 5 novembre, nous pouvons signaler la ratification (attendue) de l'accord entre NSI et l'ICANN, à l'issue de dures négociations dont le résultat, s'il est apparemment favorable aux deux co-contractants, suscite quelques remous parmi les concurrents de NSI. Ceux-ci s'estiment floués et s'exaspèrent de voir que le « monstre » qu'est NSI, avec son fonds de commerce de 6 millions de noms, n'est pas prêt à céder très facilement la place...

Mais si la paix semble en vue sur ce front particulièrement stratégique pour l'ICANN, il reste d'autres batailles à livrer, et non des moindres. Au premier rang, les problèmes de financement de cette organisation mondiale créée ex-nihilo il y a un an.

La réunion de Los Angeles a abouti à des décisions qui pourraient assurer le court terme, posant les principes d'un financement assuré à 55% par les gTLDs (50% par les registrars, et 5% par le registry (NSI) selon le volume de noms installés par chacun), à 35% par les ccTLDs (donc les NIC locaux) et 10% par les RIR (c'est-à-dire les gestionnaires régionaux des adresses IP, tels que le RIPE (Europe), l'APNIC (zone Asie-Pacifique), l'ARIN (Amériques)).

Mais cet accord reste temporaire et fragile, certains NICs locaux, au premier rang desquels celui de la Nouvelle-Zélande (.nz), supportant avec quelque irritation l'ingérence plus ou moins discrète de l'ICANN dans leurs affaires. Le second grand dossier de l'ICANN sera de parvenir à formaliser un accord avec les NICs locaux, et cela ne pourra pas être accompli sans un travail de définition précise des missions, droits et devoirs de chacun.